

No. 29178

—

**FRANCE
and
ICELAND**

Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income (with protocol). Signed at Reykjavik on 29 August 1990

Authentic texts: French and Icelandic.

Registered by France on 22 October 1992.

—————

**FRANCE
et
ISLANDE**

Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (avec protocole). Signé à Reykjavik le 29 août 1990

Textes authentiques : français et islandais.

Enregistrée par la France le 22 octobre 1992.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande

Désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1. PERSONNES CONCERNÉES

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat ou des deux Etats.

Article 2. IMPÔTS VISÉS

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat ou de ses collectivités territoriales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont :

a) En France :

- (i) L'impôt sur le revenu;
- (ii) L'impôt sur les sociétés;

y compris toutes retenues à la source, tous précomptes et avances décomptés sur les impôts visés ci-dessus

(ci-après dénommés « l'impôt français »);

b) En Islande :

- (i) L'impôt national sur le revenu;
- (ii) L'impôt communal sur le revenu;
- (iii) L'impôt ecclésiastique;
- (iv) L'impôt sur les cimetières, additionnel à l'impôt municipal sur le revenu

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juin 1992, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (des 17 février et 4 avril 1992) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures requises, conformément au paragraphe 1 de l'article 29.

y compris toutes retenues à la source, tous précomptes et avances décomptés sur les impôts visés ci-dessus

(ci-après dénommés « l'impôt islandais »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue à ceux qui sont visés au paragraphe 3 du présent article, qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3. DÉFINITIONS GÉNÉRALES

1. Pour l'application de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) Le terme « France » désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française, y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes;

b) Le terme « Islande » désigne le territoire de la République d'Islande et les zones adjacentes à la mer territoriale d'Islande sur lesquelles en vertu de la législation islandaise et en conformité avec le droit international, l'Islande a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins et du sous-sol;

c) Les expressions « un Etat » et « l'autre Etat » désignent, suivant les cas, la France ou l'Islande;

d) Le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;

e) Le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;

f) Les expressions « entreprise d'un Etat » et « entreprise de l'autre Etat » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat;

g) L'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat;

h) L'expression « autorité compétente » désigne :

(i) Dans le cas de la France, le Ministre chargé du Budget ou son représentant autorisé;

(ii) Dans le cas de l'Islande, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4. RÉSIDENT

1. Pour l'application de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) Cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) Si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;

c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité;

d) Si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5. ÉTABLISSEMENT STABLE

1. Pour l'application de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

a) Un siège de direction,

b) Une succursale,

c) Un bureau,

d) Une usine,

e) Un atelier et

f) Une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

a) Il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;

b) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;

c) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;

d) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;

e) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;

f) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 — agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6. REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant de biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsque la propriété d'actions, parts ou autres droits dans une société ou une autre personne morale donne au propriétaire la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat et détenus par cette société ou cette autre personne morale, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance sont imposables dans cet Etat.

Article 7. BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat exerce son activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Pour l'application des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8. NAVIGATION MARITIME ET AÉRIENNE

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Ces bénéficiaires comprennent également les revenus accessoires tirés par cette entreprise de l'utilisation de conteneurs pour le transport international de biens ou de marchandises.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéficiaires provenant de la participation à un groupe, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Lorsque

a) Une entreprise d'un Etat participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat, ou que

b) Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat et d'une entreprise de l'autre Etat.

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles dont seraient convenues des entreprises indépendantes, les bénéficiaires qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéficiaires de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10. DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat à un résident de l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) Si le bénéficiaire effectif est une société, autre qu'une société de personnes, qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes :

- (i) 5 pour cent du montant brut des dividendes, ou
- (ii) 15 pour cent du montant brut des dividendes distribués par une société islandaise, dans la mesure où ces dividendes sont déductibles de la base d'imposition en Islande;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéficiaires qui servent au paiement des dividendes.

3. a) Un résident d'Islande qui reçoit d'une société qui est un résident de France des dividendes qui donneraient droit à un crédit d'impôt (« avis fiscal ») s'ils

étaient reçus par un résident de France a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à ce crédit d'impôt (« avoir fiscal »), sous réserve de la déduction de l'impôt prévu au paragraphe 2 *b*).

b) Les dispositions de l'alinéa *a*) ne s'appliquent qu'à un résident d'Islande qui est :

- (i) Une personne physique, ou
- (ii) Une société qui détient directement moins de 10 pour cent du capital de la société française qui paie les dividendes;
- (iii) Une société ou un fonds d'investissement résident d'Islande non couvert par les dispositions de l'alinéa (ii) du présent paragraphe, qui satisfait aux conditions établies d'un commun accord par les autorités compétentes.

c) Les dispositions de l'alinéa *a*) ne s'appliquent pas si le bénéficiaire du paiement du Trésor français prévu à cet alinéa n'est pas assujetti à l'impôt en Islande à raison de ce paiement.

d) Les paiements du Trésor français visés à l'alinéa *a*) sont considérés comme des dividendes pour l'application de la Convention.

4. Un résident d'Islande qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France, et qui n'a pas droit au paiement du Trésor français visé au paragraphe 3, peut obtenir le remboursement du précompte lorsque celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes.

Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions du paragraphe 2.

5. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat, exerce dans l'autre Etat dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

7. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe située dans cet autre Etat. Celui-ci ne peut pas non plus prélever un impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, même si les bénéfices non distribués de la société proviennent en tout ou en partie de cet autre Etat.

8. Nonobstant les dispositions du paragraphe 7, lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat exerce dans l'autre Etat une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices de cet

établissement stable, après avoir supporté l'impôt sur les sociétés, sont assujettis, conformément à la législation de cet autre Etat, à un impôt dont le taux ne peut excéder 5 pour cent.

Article 11. INTÉRÊTS

1. Les intérêts provenant d'un Etat et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat, exerce dans l'autre Etat d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

4. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une collectivité territoriale, une personne morale de droit public ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat, a dans un Etat un établissement stable ou une base fixe pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

5. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements est imposable selon la législation de chaque Etat et compte tenu des autres dispositions de la Convention.

Article 12. REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat et payées à un résident de l'autre Etat ne sont imposables que dans cet autre Etat, si ce résident en est le bénéficiaire effectif.

2. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute autre nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les films ou enregistrements pour la télévision ou la radio, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secret, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat, exerce dans l'autre Etat d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

4. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une collectivité territoriale, une personne morale de droit public ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat, a dans un Etat un établissement stable ou une base fixe auquel se rattache effectivement le droit ou le bien générateur des redevances et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont réputées provenir de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

5. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. La partie excédentaire est imposable selon la législation de chaque Etat et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13. GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'un résident d'un Etat tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 sont imposables dans l'Etat où ces biens sont situés.

Les gains provenant de l'aliénation d'actions, parts ou autres droits dans une société ou une autre personne morale possédant des biens immobiliers situés dans un Etat sont imposables dans cet Etat lorsqu'ils sont soumis, selon la législation de cet Etat, au même régime fiscal que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers.

2. Les gains provenant de l'aliénation d'actions ou de parts autres que celles visées au deuxième alinéa du paragraphe 1 et faisant partie d'une participation substantielle dans le capital d'une société qui est un résident d'un Etat sont imposables dans cet Etat. On considère qu'il existe une participation substantielle lorsque le cédant, seul ou avec des personnes apparentées, possède directement ou indirectement au moins 25 pour cent du capital de la société.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat a dans l'autre Etat, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat dispose dans l'autre Etat, y compris les gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

4. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes précédents de cet article ne sont imposables que dans l'Etat dont le cédant est un résident.

Article 14. PROFESSIONS INDÉPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15. PROFESSIONS DÉPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19 les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs; et

b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat; et

c) La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Sous réserve des dispositions de l'article 19, et nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les rémunérations qu'un professeur ou un chercheur qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y enseigner ou de s'y livrer à des recherches, reçoit au titre de ces activités, ne sont imposées que dans l'autre Etat. Cette disposition s'applique pendant une période n'excédant pas 24 mois décomptés à partir de la date de la première arrivée du professeur ou du chercheur dans le premier Etat afin d'y enseigner ou de s'y livrer à des recherches.

4. Nonobstant les dispositions précédentes de cet article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi exercé à bord d'un navire exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

5. Nonobstant les dispositions précédentes de cet article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi exercé à bord d'un aéronef exploité en trafic interna-

tional par une entreprise d'un Etat ne sont imposables que dans l'Etat dont le bénéficiaire est un résident.

*Article 16. MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION
OU DE SURVEILLANCE*

Les jetons de présence et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat reçoit en qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17. ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

Lorsqu'un artiste ou un sportif, résident d'un Etat, tire de l'autre Etat des revenus correspondant à des prestations non indépendantes de sa notoriété professionnelle, ces revenus sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus visés au paragraphe 1 sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ils sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat d'où ils proviennent.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les revenus qu'un artiste ou un sportif, résident d'un Etat, tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat et en cette qualité, ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans l'autre Etat sont financées pour une part importante par des fonds publics du premier Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une personne morale de droit public de cet Etat.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un artiste ou un sportif, résident d'un Etat, exerce personnellement et en cette qualité dans l'autre Etat, sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, que dans le premier Etat lorsque cette autre personne est financée pour une part importante par des fonds publics de cet Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une personne morale de droit public de cet Etat.

Article 18. PENSIONS

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19. RÉMUNÉRATIONS ET PENSIONS PUBLIQUES

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat ou l'une de ses collectivités territoriales, ou par l'une de leurs personnes morales de droit public à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat, à cette collectivité ou à cette personne morale de droit public, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :

- (i) Possède la nationalité de cet Etat; ou
- (ii) N'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.

2. a) Les pensions payées par un Etat ou l'une de ses collectivités territoriales ou par l'une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, au titre de services rendus à cet Etat, à cette collectivité, ou à cette personne morale de droit public, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat ou l'une de ses collectivités territoriales ou par l'une de leurs personnes morales de droit public.

Article 20. ETUDIANTS

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 21. AUTRES REVENUS

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus immobiliers visés à l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat, exerce dans l'autre Etat, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

Article 22. COTISATIONS DE RETRAITE

Les cotisations payées par ou pour une personne physique qui est un résident d'un Etat ou qui y séjourne temporairement, à une institution de retraite agréée par les autorités compétentes de l'autre Etat dont cette personne était précédemment un résident, sont traitées fiscalement dans le premier Etat de la même façon que les cotisations payées à une institution de retraite reconnue par les autorités compétentes de cet Etat, si celles-ci reconnaissent l'agrément obtenu dans l'autre Etat par cette institution de retraite.

Article 23. DISPOSITIONS POUR ÉLIMINER LES DOUBLES IMPOSITIONS

La double imposition est évitée de la manière suivante :

Lorsqu'un résident d'un Etat reçoit des revenus positifs qui, conformément aux dispositions de la Convention, sont imposables dans l'autre Etat, le premier Etat peut également imposer ces revenus. L'impôt prélevé dans l'autre Etat n'est pas déductible pour le calcul du revenu imposable dans le premier Etat. Toutefois, ce résident a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt du premier Etat dans la base duquel les revenus sont compris. Ce crédit d'impôt est égal :

Pour les revenus visés aux articles 10, 16 et 17, au montant de l'impôt prélevé dans l'autre Etat conformément aux dispositions de ces articles. Il ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt du premier Etat correspondant à ces revenus;

Pour les autres revenus, au montant de l'impôt du premier Etat correspondant à ces revenus. Cette disposition est également applicable aux rémunérations et pensions visées à l'article 19.

Article 24. NON-DISCRIMINATION

1. Les nationaux d'un Etat ne sont soumis dans l'autre Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat ou des deux Etats.

2. Le terme « nationaux » désigne :

a) Toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat;

b) Toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat.

3. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat ne sont soumis dans l'autre Etat à aucune imposition ou obligation y relative qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet Etat qui se trouvent dans la même situation.

4. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat a dans l'autre Etat n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.

5. A moins que les dispositions de l'article 9, du paragraphe 5 de l'article 11 ou du paragraphe 5 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres charges payés par une entreprise d'un Etat à un résident de l'autre Etat sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

6. Les entreprises d'un Etat, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

7. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme empêchant un Etat de soumettre respectivement les résidents et non-résidents de cet Etat à des régimes fiscaux distincts et de réserver des exonérations, déductions, réductions ou abattements fiscaux soit aux résidents, soit aux non-résidents.

8. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25. PROCÉDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat ou par les deux Etats entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats.

3. Les autorités compétentes des Etats s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peut donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord au sens des paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux leur paraissent opportuns, elles peuvent constituer à cet effet une commission composée de leurs représentants respectifs.

5. Les autorités compétentes des Etats règlent d'un commun accord les modalités d'application de la Convention, et notamment les formalités que devront accomplir les résidents d'un Etat pour obtenir, dans l'autre Etat, les réductions ou les exonérations d'impôt prévues par la Convention.

Article 26. ECHANGES DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1.

Les renseignements reçus par un Etat sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernés par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent en faire état au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat l'obligation :

a) De prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat;

b) De fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat;

c) De fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 27. FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et leurs domestiques privés, les membres des postes consulaires, ainsi que les membres des délégations permanentes auprès d'organisations internationales en vertu, soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat, qui est situé dans l'autre Etat ou dans un Etat tiers, est considérée, pour l'application de la Convention, comme un résident de l'Etat accréditant si :

a) Conformément au droit international, elle n'est pas assujettie à l'impôt dans l'Etat accréditaire pour les revenus de sources extérieures à cet Etat, et

b) Elle est soumise dans l'Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu, que les résidents de cet Etat.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat et ne sont pas traités comme des résidents de l'un ou l'autre Etat en matière d'impôts sur le revenu.

Article 28. EXTENSION TERRITORIALE

1. La Convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires, aux territoires d'outre-mer et autres collectivités territoriales de la République française, qui perçoivent des impôts de caractère analogue à ceux auxquels s'applique la Convention. Une telle extension prend effet à partir de la date qui est fixée d'un commun accord entre les Etats par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure, en conformité avec leurs dispositions constitutionnelles. Cet accord prévoit également les modifications nécessaires de la Convention et les conditions de son application aux territoires d'outre-mer et autres collectivités territoriales auxquels elle est étendue.

2. A moins que les deux Etats n'en soient convenus autrement, la dénonciation de la Convention par l'un d'eux en vertu de l'article 30, met aussi fin, dans les conditions prévues à cet article à l'application de la Convention à tout territoire et collectivité territoriale auquel elle a été étendue conformément au présent article.

Article 29. ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Chacun des Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention.

Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Ses dispositions prendront effet pour la première fois :

a) En ce qui concerne les impôts prélevés par retenue à la source, aux revenus perçus à compter du premier jour du mois suivant la date d'entrée en vigueur de la Convention;

b) En ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention ou pendant l'exercice comptable ouvert au cours de cette année civile.

3. Les dispositions de l'accord du 8 mai 1981 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande tendant à éviter les doubles impositions en matière de transport aérien¹ cesseront d'avoir effet, en ce qui concerne les impôts auxquels s'applique la Convention, à compter des dates de prise d'effet de la Convention fixées au paragraphe 2.

Article 30. DÉNONCIATION

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, après une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur, chacun des États pourra la dénoncer moyennant un préavis notifié par la voie diplomatique six mois avant la fin d'une année civile.

2. Dans ce cas, ses dispositions cesseront d'avoir effet :

a) En ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux revenus réalisés à compter du premier jour de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation sera intervenue;

b) En ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation sera intervenue ou l'exercice comptable ouvert pendant cette année civile.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Reykjavik, le 29 août 1990, en double exemplaire, en langues française et islandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[Signé — Signed]²

Pour le Gouvernement
de la République d'Islande :

[Signé — Signed]³

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1336, p. 163.

² Signé par Edwige Avice — Signed by Edwige Avice.

³ Signé par John Baldwin Hannibalsson — Signed by John Baldwin Hannibalsson.

PROCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. a) En ce qui concerne les paragraphes 1 et 2 de l'article 7, lorsqu'une entreprise d'un Etat vend des marchandises ou exerce une activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas calculés sur la base du montant total reçu par l'entreprise mais sur la seule base de la rémunération imputable à l'activité réelle de l'établissement stable pour ces ventes ou pour cette activité.

Dans le cas de contrats notamment d'étude, de fourniture, d'installation ou de construction d'équipements, ou d'établissements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, lorsque l'entreprise a un établissement stable, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total du contrat, mais seulement sur la base de la part du contrat qui est effectivement exécutée par cet établissement stable dans l'Etat où il est situé. Les bénéfices afférents à la part du contrat qui est exécutée dans l'Etat où est situé le siège de direction effective ne sont imposables que dans cet Etat.

b) En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 7, les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique sont considérées comme des bénéfices d'une entreprise auxquels les dispositions de l'article 7 s'appliquent.

2. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 12, les rémunérations payées pour des services techniques, y compris des analyses ou des études de nature scientifique, géologique ou technique, pour des travaux d'ingénierie y compris les plans y afférents, ou pour des services de consultation ou de surveillance, ne sont pas considérées comme des rémunérations payées pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

3. En ce qui concerne l'article 24 :

a) Rien dans le paragraphe 1 n'empêche la France de réserver aux personnes de nationalité française, conformément à l'article 150 C du code général des impôts, l'exonération des gains provenant de l'aliénation des immeubles ou parties d'immeubles constituant la résidence en France de Français qui n'y sont pas domiciliés.

b) Rien dans le paragraphe 5 n'empêche la France d'appliquer les dispositions de l'article 212 du « Code général des impôts » en ce qui concerne les intérêts payés par une société française à une société mère étrangère.

4. En cas de dénonciation de la Convention, il est entendu que les dispositions relatives à l'élimination des doubles impositions, à la procédure amiable et à l'échange de renseignements continueront de s'appliquer, après la date de prise d'effet de la dénonciation, aux impôts sur le revenu couverts par la Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

FAIT à Reykjavik, le 29 août 1990, en double exemplaire, en langues française et islandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
de la République d'Islande :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Edwige Avice — Signed by Edwige Avice.

² Signé par John Baldwin Hannibalsson — Signed by John Baldwin Hannibalsson.

[ICELANDIC TEXT — TEXTE ISLANDAIS]

**SAMNINGUR MILLI RÍKISSTJÓRNAR FRANSKA LÝÐVELDISINS
OG RÍKISSTJÓRNAR LÝÐVELDISINS ÍSLANDS TIL AÐ KO-
MAST HJÁ TVÍSKÖTTUN OG KOMA Í VEG FYRIR UN-
SKOT FRÁ SKATTLAGNINGU Á TEKJUR**

Ríkisstjórn Franska Lýðveldisins

og

ríkisstjórn Lýðveldisins Íslands.

sem óska að gera með sér samning til að komast hjá tví-
sköttun og koma í veg fyrir undanskot frá skattlagningu á
tekjur,

hafa komið sér saman um eftirfarandi:

1. gr.

Aðilar sem samningurinn tekur til

Samningur þessi tekur til aðila sem eru heimilisfastir
í öðru eða báðum ríkjunum.

2. gr.

Skattar sem samningurinn tekur til

1. Samningur þessi tekur til skatta af tekjum sem á eru
lagðir af hálfu ríkis eða sveitarstjórna þess, án tillits
til þess á hvern hátt þeir eru álagðir.

2. Til skatta af tekjum teljast allir skattar sem lagðir eru
á heildartekjur, eða á þætti tekna, þar með taldir skattar
af ágóða af solu lausafjár eða fasteigna, svo og skattar af
verðmætisaukningu.

3. Gildandi skattar sem samningurinn tekur til eru:

a) í Frakklandi:

(i) tekjuskatturinn;

(ii) félagaskatturinn;

þar með teljast sérhver staðgreiðsluskattur, bráða-
birgðagreiðsla (précompte) og fyrirframgreiðsla að því er
varðar greinda skatta;

(hér eftir nefndir "franskur skattur");

b) á Íslandi:

(i) tekjuskattur til ríkisins;

(ii) tekjuútsvar til sveitarfélaga;

(iii) sóknargjald;

(iv) kirkjugarðsgjald, sem álag á tekjuútsvar til
sveitarfélaga;

þar með teljast sérhver staðgreiðsluskattur, bráða-
birgðagreiðsla og fyrirframgreiðsla að því er varðar greinda
skatta;

(hér eftir nefndir "íslenskur skattur").

4. Samningurinn skal einnig taka til allra skatta somu eða
svipaðrar tegundar og þeirra sem um getur í 3. tl. þessarar
greinar, sem lagðir verða á eftir undirskrift hans til við-
bótar eða í staðinn fyrir gildandi skatta. Þær stjórnvöld í
ríkjunum skulu gefa hvort öðru upplýsingar um meiri háttar
breytingar sem gerðar hafa verið á skattaloggjöf ríkjanna.

3. gr.

Almennar skilgreiningar

1. Í samningi þessum merkja neðangreind hugtök eftirfar-
andi, nema annað leiði af samhenginu:

a) "Frakkland" merkir Evrópuhéruð og handansjávarhéruð
Franska lýðveldisins þar með talin landhelgi þess og sér-
hvert það svæði utan landhelginnar þar sem, í samræmi við

þjóðarétt, Franska lýðveldið hefur fullveldisréttindi að því er varðar rannsóknir og hagnýtingu náttúruauðlinda hafsbotnsins og botnlaga hans svo og hafsins yfir honum;

b) "Ísland" merkir landssvæði Lýðveldisins Íslands og sérhvert það svæði sem liggur að landhelgi Íslands þar sem, samkvæmt íslenskum lögum og í samræmi við þjóðarétt, Ísland hefur fullveldisréttindi að því er varðar rannsóknir og hagnýtingu náttúruauðlinda hafsbotnsins og botnlaga hans;

c) "ríki" og "hitt ríkið" merkja Frakkland eða Ísland eftir því sem við á;

d) "aðili" merkir mann, félag og sérhver önnur santok aðila;

e) "félag" merkir sérhverja persónu að lögum eða sérhverja aðra stofnun sem telst persóna að lögum að því er skatta varðar;

f) "fyrirtæki í ríki" og "fyrirtæki í hinu ríkinu" merkir fyrirtæki sem rekið er af aðila, heimilisfostum í ríki, og fyrirtæki sem rekið er af aðila, heimilisfostum í hinu ríkinu;

g) "flutningar á alþjóðaleiðum" merkir flutninga með skipi eða loftfari sem rekið er af fyrirtæki sem hefur raunverulega framkvæmdastjórn í ríki, nema því aðeins að skipið eða loftfarið sé eingöngu notað milli staða í hinu ríkinu;

h) "hætt stjórnvald" merkir:

(i) að því er Frakkland varðar, ráðherra sem fer með fjárlög eða umboðsmann hans;

(ii) að því er Ísland varðar, fjármálaráðherra eða umboðsmann hans.

2. Við framkvæmd ríkis á ákvæðun samnings þessa skulu, nema annað leiði af efninu, öll hugtok, sem ekki eru skilgreind í samningnum, hafa sömu merkingu og í lögum viðkomandi ríkis að því er varðar skatta þá sem samningurinn tekur til.

4. gr.

Heimilisfesti aðila

1. Í samningi þessum merkir hugtakið "aðili heimilisfastur í ríki" sérhvern þann aðila sem að lögum þess ríkis er skattskyldur þar vegna heimilisfesti, búsetu, stjórnaraðseturs eða af öðrum svipuðum ástæðum. Hugtakið felur þó ekki í sér neinn þann aðila sem eingöngu er skattskyldur í þessu ríki af tekjum sem eiga uppruna sinn í því ríki.

2. Þegar maður telst heimilisfastur í báðum ríkjunum samkvæmt 1. tl. skal úrskurða málið eftir neðangreindum reglum:

a) maður telst heimilisfastur í því ríki þar sem hann á fast heimili. Eigi hann fast heimili í báðum ríkjunum telst hann heimilisfastur í því ríki sem hann er nánar tengdur persónulega og fjárhagslega (miðstöð persónuhagsmuna);

b) ef ekki er unnt að ákvarða í hvoru ríkinu maður hefur miðstöð persónuhagsmuna sinna, eða ef hann á í hvorugu ríkinu fast heimili, telst hann heimilisfastur í því ríki þar sem hann dvelst að jafnaði;

c) ef maður dvelst að jafnaði í báðum ríkjunum eða í hvorugu þeirra, telst hann heimilisfastur í því ríki þar sem hann á ríkisfang;

d) ef maður á ríkisfang í báðum eða hvorugu ríkjanna skulu bær stjórnvöld í ríkjunum leysa málið með gagnkvæmu samkomulagi.

3. Þegar aðili, annar en maður, telst eiga heimilisfesti í báðum ríkjunum samkvæmt 1. tl., telst hann heimilisfastur í því ríki þar sem raunveruleg framkvæmdastjórn hans hefur aðsetur.

5. gr.

Fost atvinnustöð

1. Í samningi þessum merkir hugtakið "fost atvinnustöð" fasta atvinnustofnun þar sem starfsemi fyrirtækisins fer að nokkru eða öllu leyti fram.

2. Hugtakið "fost atvinnustöð" merkir einkum:

- a) aðsetur framkvæmdastjórnar;
- b) útibú;
- c) skrifstofu;
- d) verksmíðju;
- e) verkstæði;

f) námu, olíu- eða gaslind, grjótnámu eða annan stað þar sem náttúruauðafi eru nýtt.

3. Byggingarfrankvæmd eða samsetningarvinna telst því aðeins fost atvinnustöð að framkvæmdir standi yfir lengur en tólf mánuði.

4. Þrátt fyrir framangreind ákvæði þessarar greinar tekur hugtakið "fost atvinnustöð" ekki til:

a) nýtingar aðstoðu sem ein skorðuð er við geymslu, sýningu eða afhendingu á vorum í eigu fyrirtækisins;

b) birgðahaldi á vorum í eigu fyrirtækisins sem eingöngu eru ætlaðar til geymslu, sýningar eða afhendingar;

c) birgðahaldi á vorum í eigu fyrirtækisins sem eingöngu eru ætlaðar til vinnslu hjá öðru fyrirtæki;

d) fastrar atvinnustofnunar sem eingöngu er notuð í sambandi við vorukaup eða oflun upplýsinga fyrir fyrirtækið;

e) fastrar atvinnustofnunar sem eingöngu er notuð til að innast sérhverja aðra undirbúnings- eða aðstoðarstarfsemi fyrir fyrirtækið;

f) fastrar atvinnustofnunar sem nýtt er eingöngu til að samþæfa starfsemi sem fellur undir staflið a) - e), enda felust öll sú starfsemi sem fram fer í þessari fostu atvinnustofnun vegna þessarar samþæfingar í undirbúnings- eða aðstoðarstorfum.

5. Ef aðili sem ekki er óháður umboðsaðili samkvæmt ákvæðum 5. tl. hefur á hendi starfsemi fyrir fyrirtæki og hefur heimild í ríki til að gera samninga fyrir fyrirtækið, og beitir þessari heimild að jafnaði, er fyrirtæki þetta - þrátt fyrir ákvæði 1. og 2. tl. - talið hafa fasta atvinnustöð í því ríki vegna hvers konar starfsemi sem aðilinn gegnir fyrir fyrirtækið. Þetta á þó ekki við ef starfsemi þessa aðila er taknorkuð við þá starfsemi sem um ræðir í 4. tl. og sem myndi ekki, þótt innt af hendi á fastri atvinnustofnun, gera þessa föstu atvinnustofnun að fastri atvinnustöð samkvæmt ákvæðum þess tolulíðar.

6. Fyrirtæki telst ekki hafa fasta atvinnustöð í ríki þótt það reki þar viðskipti fyrir milligöngu miðlara, umboðsmanns eða annars óháðs umboðsaðila, svo framarlega sem þessir aðilar koma fram innan marka venjulegs atvinnurekstrar síns.

7. Þótt félag sem er heimilisfast í ríki stjórnri eða sé stjórnað af félagi sem er heimilisfast í hinu ríkinu eða rekur viðskipti í síðarnefnda ríkinu (annaðhvort fyrir milligöngu fastrar atvinnustöðvar eða á annan hátt), leiðir það í sjálfu sér ekki til þess að annað hvort þessara félaga sé fost atvinnustöð hins.

6. gr.

Tekjur af fasteign

1. Tekjur sem aðili heimilisfastur í ríki hefur af fasteign (þar með talda tekjur af landbúnaði og nýtingu skógar) sem staðsett er í hinu ríkinu má skattleggja í síðarnefnda ríkinu.

2. Hugtakið "fasteign" skal skýra í samræmi við lög þess ríkis þar sem fasteignin er. Í öllum tilvikum felur hugtakið í sér fylgifé með fasteign, áhofn og tæki, sem notuð eru í landbúnaði og við skógarnýttjar, réttindi varðandi landeignir samkvæmt reglum einkamálaréttarins, afnotarétt af fasteign og rétt til fastrar eða breytilegrar þóknunar sem endurgjald fyrir hagnýtingu eða rétt til að hagnýta námur, lindir og aðrar náttúruauðlindir. Skip og loftfor teljast ekki til fasteigna.

3. Ákvæði 1. tl. gilda um tekjur af beinni hagnýtingu, leigu og hvers konar öðrum afnotum fasteignar.

4. Ákvæði 1. og 3. tl. gilda einnig um tekjur af fasteign í eigu fyrirtækis og um tekjur af fasteign sem hagnýtt er við sjálfstæða starfsemi.

5. Þegar hlutabréfaeign eða önnur hlutareign í félagi eða sérhverjum öðrum lögaðila veitir eigandanum rétt til hagnýtingar fasteignar sem staðsett er í ríki og er í eigu þessa félags eða annars lögaðila, má skattleggja í því ríki tekjur sem eigandinn hlýtur af beinum notum, leigu eða sérhverri annarri notkun á rétti sínum til hagnýtingar fasteignarinnar.

7. gr.

Tekjur af atvinnurekstri

1. Hagnaður fyrirtækis í ríki er skattskyldur einungis í því ríki nema fyrirtækið hafi með hondum atvinnurekstur í hinu ríkinu frá fastri atvinnustöð þar. Ef fyrirtækið hefur slíkan atvinnurekstur með hondum má leggja skatt á hagnað fyrirtækisins í stjórnnefnda ríkinu, er þó einungis að því marki sem hagnaðurinn stafar frá nefndri fastri atvinnustöð.

2. Þegar fyrirtæki í ríki hefur með hondum atvinnurekstur í hinu ríkinu frá fastri atvinnustöð þar, skal hvert ríkið um sig - nema annað leiði af ákvæðum 3. tl. - telja föstu atvinnustöðinni þann hagnað, sem ætla má að fallið hefði í hennar hlut ef hún hefði verið sérstakt og sjálfstætt fyrirtæki sem hefði með hondum sams konar eða svipaðan atvinnurekstur við sömu eða svipaðar aðstæður og kæmi sjálfstætt fram í skiptum við fyrirtæki það sem hún er föst atvinnustöð fyrir.

3. Við ákvorðun hagnaðar fastrar atvinnustöðvar skal leyfa sem frádrátt útgjöld sem leiða af því að hún er föst atvinnustöð, þar með talinn kostnað við framkvæmdastjórn og venjulegan stjórnunarkostnað, hvort heldur kostnaðurinn er til orðinn í því ríki þar sem fasta atvinnustöðin er eða annars staðar.

4. Að því leyti sem venja hefur verið í ríki að ákvarða hagnað fastrar atvinnustöðvar á grundvelli skiptingar heildarhagnaðar fyrirtækisins á hina ýmsu hluta þess skal ekkert í 2. tl. útiloka það ríki frá því að ákveða skattskyldan hagnað eftir þeirri skiptingu sem tíðkast hefur. Aðferð sú, sem notuð er við skiptinguna, skal samt sem áður vera slík að niðurstaðan verði í samræmi við þær meginreglur sem felast í þessari grein.

5. Engan hagnað skal telja fastrí atvinnustöð eingöngu vegna vorukaupa hennar fyrir fyrirtækið.

6. Við beitingu ákvæða framangreindra toluliða skal hagnaður, sem talinn er fastrí atvinnustöð, ákvarðast eftir somu reglum frá ári til árs nema fullnægjandi ástæða sé til annars.

7. Þegar hagnaðurinn felur í sér tekjur sem sérstök ákvæði eru um í öðrum greinum samnings þessa, skulu ákvæði þessarar greinar ekki hafa áhrif á gildi þeirra ákvæða.

8. gr.

Siglingar og loftferðir

1. Hagnaður af rekstri skipa eða loftfara í flutningum á alþjóðaleiðum skal einungis skattlagður í því ríki þar sem raunveruleg framkvæmdastjórn fyrirtækisins hefur aðsetur.

Hagnaður þessi felur einnig í sér tilfallandi tekjur sem fyrirtækinu hlotnast af notkun gáma til flutnings á vorum í flutningum á alþjóðaleiðum.

2. Ef aðsetur raunverulegrar framkvæmdastjórnar útgerðar-fyrirtækis er um borð í skipi, skal hún teljast hafa aðsetur í því ríki þar sem heimahöfn skipsins er, eða ef ekki er um slíka heimahöfn að ræða þá í því ríki þar sem útgerðarmaður skipsins er heimilisfastur.

3. Ákvæði 1. tl. skulu einnig eiga við um hagnað sem hlýst af þátttöku í rekstrarsamvinnu ("pool"), sameiginlegu fyrirtæki eða alþjóðlegum rekstrarsamtökum.

9. gr.
Tengd fyrirtæki

þegar

a) fyrirtæki í ríki tekur beinan eða óbeinan þátt í stjórn, yfirráðum eða fjármagni fyrirtækis í hinu ríkinu, eða

b) sömu aðilar taka beinan eða óbeinan þátt í stjórn, yfirráðum eða fjármagni fyrirtækis í ríki og fyrirtækis í hinu ríkinu,

og í öðru hvoru tilvikinu hlutaðeigandi fyrirtæki serja eða ákveða skilmála um innbyrðis samband sitt á viðskipta- eða fjármálasviðinu sem eru frábrugðin því sem væri ef fyrirtækin væru hvort öðru óháð, má allur hagnaður, sem án þessara skilmála hefði runnið til annars fyrirtækisins, en rennur ekki til þess vegna skilmálanna, teljast sem hagnaður þess fyrirtækis og skattleggjast samkvæmt því.

10. gr.
Ágóðahlutir

1. Ágóðahluti, sem félag heimilisfast í ríki greiðir aðila heimilisfostum í hinu ríkinu, má skattleggja í síðarnefnda ríkinu.

2. Slíka ágóðahluti má þó einnig skattleggja í því ríki þar sem félagið sem ágóðahlutina greiðir er heimilisfast og eftir loggjöf þess ríkis. Sé móttakandinn hins vegar raunverulegur réttihafi ágóðahlutanna má skatturinn sem þannig er álagður eigi vera hærrí en:

a) ef raunverulegi réttihafinn er félag, þó undanskilið sameignarfélag, sem á beint að minnsta kosti 10 af hundraði eignarhlutdeild í félaginu sem greiðir ágóðahlutina:

1) 5 af hundraði af vergri fjárhæð ágóðahlutanna, eða

11) 15 af hundraði af vergri fjárhæð þeirra ágóðahluta sem úthlutað er af íslensku félagi, að því marki sem ágóðahlutirnir eru frádráttarbærir frá skattskyldugrunni á Íslandi;

b) 15 af hundraði af vergri fjárhæð ágóðahlutanna í öllum öðrum tilvikum.

Akvæði þessa toluhlíðar hafa engin áhrif á skattlagningu félagsins, að því er varðar þann hagnað sem ágóðahlutirnir eru greiddir af.

3. a) Aðili heimilisfastur á Íslandi sem móttækur frá félagi heimilisfostu í Frakklandi ágóðahluti sem myndu veita rétt til skattendurgreiðslu ("avoir fiscal") ef þeir væru móttæknir af aðila heimilisfostum í Frakklandi, skal eiga rétt á greiðslu frá ríkissjóði Frakklands sem er jafnhá skattendurgreiðslunni ("avoir fiscal") enda sé um að ræða frádrátt skatts eins og gert er ráð fyrir í staflíð b) 2. tl.

b) Akvæði staflíðar a) skulu einungis gilda að því er varðar aðila heimilisfastan á Íslandi sem er

- i) maður; eða
- ii) félag, sem á beint minna en 10 af hundraði eignarhlutdeild í franska félaginu sem greiðir ágóðahlutina; eða
- iii) fjárfestingarfélag eða sjóður með heimilisfesti á Íslandi sem ákvæði ii) - tl. þessa staflíðar taka ekki til sem uppfylla þau skilyrði sem sett verða með gagnkvæmu samkomulagi af bærum stjórnvöldum.

c) Akvæði staflíðar a) skulu ekki gilda um greiðslu frá ríkissjóði Frakklands sem ráð er fyrir gert í þeim staflíð, ef móttakandi greiðslunnar er ekki skattskyldur af greiðslunni á Íslandi.

d) Greiðslur frá ríkissjóði Frakklands sem ráð er fyrir gert samkvæmt staflíð a) skulu taldar ágóðahlutir við beiðingu ákvæða þessa samnings.

4. Aðili heimilisfastur á Íslandi, sem móttækur ágóðahlut, greidda af félagi sem er heimilisfast í Frakklandi og ekki á rétt til þeirrar greiðslu frá ríkissjóði Frakklands sem um ræðir í 3. tl., getur fengið endurgreiðslu á þeirri bráða-

birgðagreiðslu (précompte) sem innt var af hendi af félaginu í tengslum við þessa ágóðahlut.

Heildarfjárhæð endurgreiddrar bráðabirgðagreiðslu (précompte) skal teljast ágóðahlutur við beiðingu ákvæða þessa samnings. Fjárhæðin er skattskyld í Frakklandi samkvæmt ákvæðum 2. tl. þessarar greinar.

5. Hugtakið "ágóðahlutur" merkir í þessari grein tekjur af hlutabréfum, ágóðahlutaskírteinum og ágóðahlutaréttindum, nánuhlutabréfum, stofnbrefum eða öðrum réttindum, sem ekki eru skuldakrofur, til hlutdeildar í hagnaði, svo og tekjur sem farið er með sem úthlutun ágóðahluta samkvæmt skattaloggjöf þess ríkis þar sem félagið sem úthlutunina framkvæmir er heimilisfast.

6. Ákvæði 1., 2. og 3. tl. gilda ekki þegar raunverulegur rétthafi ágóðahlutanna er heimilisfastur í ríki og hann rekur starfsemi í gegnum fasta atvinnustöð í hinu ríkinu þar sem félagið sem greiðir ágóðahlutina er heimilisfast, eða hann leysir af hendi sjálfstæða starfsemi frá fastri stofnun staðsettri í síðarnefnda ríkinu og hlutareignin sem ágóðahlutirnir eru greiddir af er raunverulega bundin við slíka fasta atvinnustöð eða fasta stofnun. Í því tilvikinu skulu, eftir því sem við á, ákvæði 7. gr. eða 14. gr. gilda.

7. Ef félag sem er heimilisfast í ríki fær hagnað eða tekjur frá hinu ríkinu má síðarnefnda ríkið ekki skattleggja ágóðahlutina sem félagið greiðir, nema að því leyti sem ágóðahlutirnir eru greiddir aðila heimilsfostum í síðarnefnda ríkinu eða að því leyti sem hlutareignin sem af eru greiddir ágóðahlutirnir er raunverulega bundin við fasta atvinnustöð eða fasta stofnun í síðarnefnda ríkinu. Síðarnefnda ríkið má ekki skattleggja óúthlutaðan hagnað félagsins, jafnvel þótt óúthlutaði hagnaðurinn hafi myndast að ollu eða nokkru leyti í síðarnefnda ríkinu.

8. Þegar félag heimilisfast í ríki hefur með höndum atvinnurekstur í hinu ríkinu frá fastri atvinnustöð þar, skal þrátt fyrir ákvæði 7. tl. - hagnaður þessarar föstu atvinnustöðvar, í viðbót við félagaskattinn, sæta skattlagningu í samræmi við loggjöf síðarnefnda ríkisins sem þó má ekki hærri vera en 5 hundraðshlutar af hagnaðinum.

11. gr.

Vextir

1. Vextir sem myndast í ríki skulu, ef raunverulegur rétt-hafi þeirra er aðili heimilisfastur í hinu ríkinu, einungis skattlagðir í síðarnefnda ríkinu.

2. Hugtakið "vextir" merkir í þessari grein tekjur af hvers konar skuldakrofum án tillits til þess hvort þær eru tryggðar með veði í fasteign eða hvort þær fela í sér rétt til hlutdeildar í hagnaði skuldunautar eða ekki. Hugtakið tekur sérstaklega til tekna af ríkisskuldabréfum og tekna af öðrum skuldabréfum eða skuldarviðurkenningum, þar með talinn gengismunur og ágóði tengdur slíkum verðbréfum, skuldabréfum eða skuldarviðurkenningum. Dráttarvextir vegna vanskila teljast ekki vextir samkvæmt þessari grein.

3. Ákvæði 1. tl. gilda ekki þegar raunverulegur rétt-hafi vaxtanna er heimilisfastur í ríki og hann rekur starfsemi í gegnum fasta atvinnustöð í hinu ríkinu þar sem vextirnir mynduðust, eða hann leysir af hendi sjálfstæða starfsemi frá fastri stofnun staðsettri í síðarnefnda ríkinu, og skulda-krafan sem vextirnir eru greiddir af er raunverulega bundin við slíka fasta atvinnustöð eða fasta stofnun. Í því tilviki skulu, eftir því sem við á, ákvæði 7. gr. eða 14. gr. gilda.

4. Vextir teljast hafa myndast í ríki þegar greiðandinn er ríkið sjálft, sveitarstjórn, opinber stofnun eða aðili heimilisfastur í því ríki. Þegar hins vegar aðillinn, sem vextina greiðir, hvort sem hann er heimilisfastur í ríki eða ekki, rekur í ríki fasta atvinnustöð eða fasta stofnun og stofnað er til skuldbindingarinnar, sem vextina ber, í sambandi við föstu atvinnustöðina eða föstu stofnunina og vextirnir eru færðir henni til gjalda, þá skulu vextirnir taldir hafa myndast í því ríki þar sem fasta atvinnustöðin eða fasta stofnunin er.

5. Þegar, vegna sérstaks sambands milli greiðanda og raunverulegs rétt-hafa eða milli þeirra beggja og þriðja aðila, vaxtafjárhæðin er hærri, miðað við þá skuldakrofu sem hún er greidd af, en sú vaxtafjárhæð sem greiðandi og raunverulegur rétt-hafi hefðu samið um ef þetta sérstaka samband hefði ekki verið fyrir hendi, þá skulu ákvæði þessarar greinar einungis gilda um síðarnefndu fjárhæðina. Þegar þannig stendur á skál

fjárhæðin sem unfram er vera skattskyld í samræmi við lög-
gjof hvors ríkis um sig að teknu tilliti til annarra ákvæða
samnings þessa.

12. gr.

Þóknanir

1. Þóknanir, sem myndast í ríki og greiddar eru aðila heim-
ilisfostum í hinu ríkinu, skulu, ef þessi aðili er raunveru-
legur réttihafi þóknanna, einungis skattlagðar í síðar-
nefnda ríkinu.

2. Hugtakið "þóknanir" í þessari grein merkir hvers konar
greiðslur sem tekið er við sem endurgjaldi fyrir afnot eða
rétt til að hagnýta hvers konar hofundarrétt á bókmennta-,
lista- eða vísindasviðinu, þar með taldar kvikmyndir og
mynd- eða hljóðsegulbond fyrir sjónvarps- eða hljóðvarps-
sendingar, hvers konar einkaleyfi, vorumerki, mynstur eða
líkon, áætlanir, leyndlega formúlu eða framleiðsluaðferð,
eða fyrir upplýsingar um reynslu á sviði iðnaðar, viðskipta
eða vísinda.

3. Ákvæði 1. tl. gilda ekki þegar raunverulegur réttihafi
þóknanna er heimilisfastur í ríki og hann rekur starfsemi
í gegnum fasta atvinnustöð í hinu ríkinu þar sem þóknanirnar
mynduðust, eða hann leysir af hendi sjálfstæða starfsemi frá
fastri stofnun staðsettri í síðarnefnda ríkinu, og réttindin
eða eignin sem þóknanirnar stafa frá er raunverulega bundin
við slíka fasta atvinnustöð eða fasta stofnun. Í því tilvik
skulu, eftir því sem við á, ákvæði 7. gr. eða 14. gr. gilda.

4. Þóknanir teljast hafa myndast í ríki þegar greiðandinn er
ríkið sjálft, sveitarstjórn, opinber stofnun eða aðili
heimilisfastur í því ríki. Þegar hins vegar aðilinn, sem
þóknanirnar greiðir, hvort sem hann er heimilisfastur í ríki
eða ekki, rekur í ríki fasta atvinnustöð eða fasta stofnun,
sem réttindin eða eignin sem þóknanirnar stafa frá er raun-
verulega bundin við og þóknanirnar eru færðar henni til
gjalda, þá skulu þóknanirnar taldar hafa myndast í því ríki
þar sem fasta atvinnustöðin eða fasta stofnunin er.

5. Þegar, vegna sérstaks sambands milli greiðanda og raun-
verulegs réttihafa eða milli þeirra beggja og þriðja aðila,
fjárhæð þóknanna er hærri, miðað við þau afnot, réttindi

eða upplýsingar sem hún er greiðsla fyrir, en sú fjárhæð sem greiðandi og raunverulegur rétthafi hefðu samið um ef þetta sérstaka samband hefði ekki verið fyrir hendi, þá skulu ákvæði þessarar greinar einungis gilda um síðarnefndu fjárhæðina. Þegar þannig stendur á skal fjárhæðin sem umfram er vera skattskyld í samræmi við laggjöf hvors ríkis um sig að teknu tilliti til annarra ákvæða samnings þessa.

13. gr.

Söluhagnaður af eignum

1. Hagnað, sem aðili heimilisfastur í ríki hlýtur af solu fasteignar sem nánar er skilgreind í 6. gr., má skattleggja í því ríki þar sem eignin er staðsett.

Hagnað sem hlýst af solu hlutabréfa eða annarra hlutarigna í félagi eða sérhverjum öðrum lögaðila, sem er eigandi fasteignar sem staðsett er í ríki, má skattleggja í því ríki þegar slíkur hagnaður er háður sömu ákvæðum um skattlagningu eins og hagnaður sem hlýst af solu fasteignar samkvæmt laggjöf þess ríkis.

2. Hagnað sem hlýst af sölu hlutabréfa eða annarra hlutarigna í félagi, annarra en þeirra sem um ræðir í 2. mgr. 1. tl., sem mynda hlut af verulegri eignarhlutdeild í fjármagni félags sem heimilisfastur er í ríki, má skattleggja í því ríki. Veruleg eignarhlutdeild skal talin vera fyrir hendi þegar seljandinn, einn sér eða ásamt sér tengdum aðilum, á beint eða óbeint að minnsta kosti 25 af hundraði eignarhlutdeild í félaginu.

3. Hagnað, sem hlýst af solu lausafjár sem er hluti atvinnurekstrareigna fastrar atvinnustöðvar sem fyrirtæki í ríki hefur í hinu ríkinu, eða lausafjár sem tilheyrir fastrí stofnun sem aðili heimilisfastur í ríki hefur til þess að leysa af hendi sjálfstæða starfsemi í hinu ríkinu, má skattleggja í síðarnefnda ríkinu. Sama gildir um hagnað af solu á slíkri fastrí atvinnustöð (einni sér eða ásamt fyrirtækinu í heild) eða slíkri fastrí stofnun.

4. Hagnað, sem hlýst af solu skips eða loftfars sem notað er í flutningum á alþjóðaleiðum, eða lausafjár sem tengt er notkun slíks skips eða loftfars, skal einungis skattleggja í

Því ríki þar sem raunveruleg framkvæmdastjórn fyrirtækisins hefur aðsetur.

5. Hagnað, sem hlýst af solu annarra eigna en getið er í fyrri tölulíðum þessarar greinar, skal einungis skattleggja í því ríki þar sem seljandinn er heimilisfastur.

14. gr.

Sjálfstæð starfsemi

1. Tekjur, sem aðili heimilisfastur í ríki hefur af sjálfstæðri starfsemi eða öðru sjálfstæðu starfi, skulu einungis vera skattskyldar í því ríki, nema hann hafi að jafnaði í hinu ríkinu fasta stofnun til þess að leysa af hendi þessi storf sín. Ef hann hefur slíka fasta stofnun má leggja skatt á tekjurnar í hinu ríkinu, en þó einungis þann hluta þeirra sem rekja má til þessarar föstu stofnunar.

2. Hugtakið "sjálfstæð starfsemi" merkir einkum sjálfstæð storf á sviði vísinda, bókmennta, lista, kennslu- og uppeldismála, svo og sjálfstæð storf lækna, lögfræðinga, verkfræðinga, arkitekta, tannlækna og endurskoðenda.

15. gr.

Launað starf

1. Með þeim undantekningum, sem um ræðir í 16., 18. og 19. gr., skulu starfslaun, vinnulaun og annað svipað endurgjald, sem aðili heimilisfastur í ríki fær fyrir starf sitt, einungis skattlogó í því ríki, nema starfið sé innt af hendi í hinu ríkinu. Ef starfið er innt af hendi þar má skattleggja endurgjaldið fyrir það í síðarnefnda ríkinu.

2. Þrátt fyrir ákvæði 1. tl. skal endurgjald, sem aðili heimilisfastur í ríki fær fyrir starf sem hann innir af hendi í hinu ríkinu, einungis vera skattskyldt í fyrrnefnda ríkinu, ef:

a) viðtakandinn dvelur í hinu ríkinu í eitt eða fleiri skipti, þó ekki lengur en 183 daga samtals á tólf mánaða tímabili, og

b) endurgjaldid er innt af hendi af eða fyrir hond vinnuveitanda sem ekki er heimilisfastur í hinu ríkinu, og

c) endurgjaldid er ekki gjaldfært hjá fastrí atvinnu- stoð eða fastrí stofnun sem vinnuveitandinn rekur í hinu ríkinu.

3. Tekjur sem kennari eða rannsóknarmaður, sem er eða síðast var fyrir komu sína til ríkis heimilisfastur í hinu ríkinu og sem dvelur í fyrrnefnda ríkinu einungis í þeim tilgangi að annast kennslu eða fást við rannsóknir, aflar í tengslum við slík verkefni skulu - með þeim undantekningum sem um ræðir í 19. gr. og þrátt fyrir ákvæði 1. og 2. tl. - einungis skattskyldar í síðarnefnda ríkinu. Þetta ákvæði skal gilda fyrir tímabil sem ekki fer yfir 24 mánuði frá þeim degi að kennarinn eða rannsóknarmaðurinn kom fyrst til fyrrnefnda ríkisins í þeim tilgangi að kenna eða fást við rannsóknir.

4. Þrátt fyrir framangreind ákvæði þessarar greinar má skattleggja endurgjald fyrir starf unnið um borð í skipi í flutningum á alþjóðaleiðum í því ríki þar sem raunveruleg framkvæmdastjórn fyrirtækisins hefur aðsetur.

5. Þrátt fyrir framangreind ákvæði þessarar greinar skal endurgjald fyrir starf unnið um borð í loftfari, sem rekið er í flutningum á alþjóðaleiðum af fyrirtæki í ríki, einungis skattskyld í því ríki þar sem viðtakandi endurgjaldsins er heimilisfastur.

16. gr. Stjórnarlaun

Stjórnarlaun og annað svipað endurgjald, sem aðili heimilisfastur í ríki fær fyrir setu í stjórn eða stjórnar- ígildi í félagi sem heimilisfastur er í hinu ríkinu, má skatt- leggja í síðarnefnda ríkinu.

17. gr. Listamenn og íþróttamenn

1. Þrátt fyrir ákvæði 14. og 15. gr. má skattleggja aðila heimilisfastan í ríki af tekjum sem hann aflar í hinu ríkinu

af persónulegum störfum sem listamaður, svo sem leikhús- eða kvikmyndaleikari, listamaður í hljóðvarpi eða sjónvarpi eða tónlistarmaður, eða sem ípróttamaður, í síðarnefnda ríkinu.

Þegar listamaður eða ípróttamaður, sem er heimilisfastur í ríki aflar tekna í hinu ríkinu af starfsemi sem tengd er orðstír hans sem atvinnumanns, má skattleggja þessar tekjur í síðara ríkinu.

2. Þegar tekjur sem um er rætt í 1. tl. renna ekki til listamannsins eða ípróttamannsins sjálfs heldur til annars aðila, má - þrátt fyrir ákvæði 7., 14. og 15. gr. - skattleggja tekjurnar í því ríki þar sem þær mynduðust.

3. Tekjur sem aflað er af listamanni eða ípróttamanni heimilisfostum í ríki af persónulegum störfum sem slíkum í hinu ríkinu skulu - þrátt fyrir ákvæði 1. tl. - einungis skattskyldar í fyrrnefnda ríkinu ef þessi störf í síðarnefnda ríkinu eru styrkt að verulegu leyti af opinberum sjóðum fyrrnefnda ríkisins eða sveitarstjórn eða opinberri stofnun þess.

4. Þegar tekjur listamanns eða ípróttamanns, heimilisfostum í ríki, af starfi sem framkvæmt er af honum sem slíkum í hinu ríkinu renna ekki til listamannsins eða ípróttamannsins sjálfs heldur til annars aðila, skulu - þrátt fyrir ákvæði 2. tl. þessarar greinar og ákvæða 7., 14. og 15. gr. - þessar tekjur einungis skattskyldar í fyrrnefnda ríkinu, ef þessi annar aðili er styrktur að verulegu leyti af opinberum sjóðum þess ríkis eða sveitarstjórn eða opinberri stofnun þess ríkis.

18. gr.

Eftirlaun

Eftirlaun og aðrar svipaðar greiðslur, inntar af hendi til heimilisfasts aðila í ríki vegna fyrra starfs hans, skal einungis skattleggja í því ríki, þó með þeirri undantekningu sem um ræðir í 2. tl. 19. gr.

19. gr.

Endurgjald og eftirlaun frá opinberum aðilum

1. a) Endurgjald, að undanteknum eftirlaunum, sem greitt er af ríki, sveitarstjórn eða opinberri stofnun þess til manns fyrir storf hans í þjónustu þessa ríkis, sveitarstjórnar eða opinberrar stofnunar, skal einungis skattleggja í því ríki.

b) Slíkt endurgjald skal þó einungis skattleggja í hinu ríkinu ef starfið er innt af hendi þar og maðurinn er heimilisfastur í því ríki og:

(i) er ríkisborgari þess ríkis; eða

(ii) tók ekki upp heimilisfesti í því ríki einvörðungu í þeim tilgangi að inna þetta storf af hendi.

2. a) Eftirlaun, sem greidd eru af eða úr sjóðum stofnuðum af ríki, sveitarstjórn eða opinberri stofnun þess til manns fyrir storf hans í þjónustu þessa ríkis, sveitarstjórnar eða opinberrar stofnunar, skal einungis skattleggja í því ríki.

b) Slík eftirlaun skal þó einungis skattleggja í hinu ríkinu ef maðurinn er þar heimilisfastur og er jafnframt ríkisborgari þess ríkis.

3. Akvæði 15., 16. og 18. gr. skulu gilda um endurgjald og eftirlaun greidd fyrir storf innt af hendi í sambandi við starfsemi sem rekin er af ríki, sveitarstjórn eða opinberri stofnun þess.

20. gr.

Námsmenn og starfsnemar

Námsmaður eða starfsnemi, sem er eða var síðast fyrir komu sína til ríkis heimilisfastur í hinu ríkinu og sem dvelur í fyrrnefnda ríkinu einungis vegna náms síns eða þjálfunar, skal ekki vera skattlagður í því ríki af greiðslum sem hann fær til að standa straum af framfærslu sinni, námi eða þjálfun, enda séu slíkar greiðslur til hans runnar frá aðilum utan þess ríkis.

21. gr.

Aðrar tekjur

1. Tekjur sem aðili heimilisfastur í ríki aflar og ekki er fjallað um hér að framan skal einungis skattleggja í því ríki og skiptir ekki máli hvar þeirra er aflað.

2. Ákvæði 1. tl. gilda ekki um tekjur, aðrar en tekjur af fasteign, sem nánar er skilgreind í 6. gr., þegar móttakandi teknanna er heimilisfastur í ríki og hann rekur starfsemi í gegnum fasta atvinnustöð í hinu ríkinu, eða hann leysir af hendi sjálfstæða starfsemi frá fastri stofnun staðsettri í síðarnefnda ríkinu og réttindin eða eignin sem tekjurnar stafa frá er raunverulega bundin við slíka fasta atvinnustöð eða fasta stofnun. Í því tilvikinu skulu, eftir því sem við á, ákvæði 7. gr. eða 14. gr. gilda.

22. gr.

Tillög til eftirlaunasjóða

Tillog greidd af eða fyrir mann, sem er heimilisfastur í ríki eða dvelur um stundarsakir í ríkinu, til eftirlaunasjóðs sem er viðurkenndur af þærum stjórnvöldum í hinu ríkinu þar sem maðurinn hafði áður verið heimilisfastur, skal með farið í fyrrnefnda ríkinu á sama hátt og tillög greidd eftirlaunasjóðum sem viðurkenndir eru af þærum stjórnvöldum í því ríki, ef þessi bæru stjórnvöld samþykkja viðurkenninguna sem veitt var eftirlaunasjóðunum í hinu ríkinu.

23. gr.

Aðferð til að komast hjá tvísköttun

Komast skal hjá tvísköttun á eftirfarandi hátt:

Þegar aðili heimilisfastur í ríki aflar rauntekna sem samkvæmt ákvæðum samnings þessa eru skattskyldar í hinu ríkinu má fyrrnefnda ríkið einnig skattleggja þessar tekjur. Alagður skattur í síðarnefnda ríkinu skal ekki vera frádráttarbær við ákvorðun skattskyldra tekna í fyrrnefnda ríkinu. Aðili heimilisfastur í fyrrnefnda ríkinu skal þó eiga rétt á frádrætti frá þeim skatti sem myndaðist af því

að slíkar tekjur voru innifaldar í grundvelli skattsins í því ríki. Þessi frádráttur frá skatti í fyrrnefnda ríkinu skal vera jafnhár:

- Þegar um er að ræða tekjur samkvæmt 10., 16. og 17. gr., þeirri fjárhæð skatts sem á var lagður í síðarnefnda ríkinu samkvæmt ákvæðum þessara greina. Frádráttur þessi skal þó ekki hærrí vera en fjárhæð skattsins í fyrrnefnda ríkinu sem svarar til þessara tekna:

- Þegar um er að ræða aðrar tekjur, þeirri fjárhæð skatts í fyrrnefnda ríkinu sem svarar til þessara tekna. Þetta ákvæði nær einnig til endurgjalds og eftirlauna sem um ræðir í 19. gr.

24. gr.

Jafnrétti

1. Ríkisborgarar ríkis skulu ekki sæta annarri eða þyngrri skattlagningu eða krefum í því sambandi í hinu ríkinu en ríkisborgarar þess ríkis sæta eða gætu sætt við sömu aðstæður. Þrátt fyrir ákvæði 1. gr. gildir þetta ákvæði einnig um aðila sem ekki eru heimilisfastir í öðru hvoru eða báðum ríkjunum.

2. Hugtakið "ríkisborgarar" merkir:

a) alla menn sem hafa ríkisfang í ríki;

b) allar persónur að lögum, sameignarfélag og samtök sem byggja réttarstöðu sína á gildandi lögum í ríki.

3. Ríkisfangslausir aðilar sem eru heimilisfastir í ríki skulu ekki sæta annarri eða þyngrri skattlagningu eða krefum í því sambandi í hinu ríkinu en ríkisborgarar þess ríkis sæta eða gætu sætt við sömu aðstæður.

4. Skattlagning fastrar atvinnustöðvar sem fyrirtæki í ríki hefur í hinu ríkinu skal ekki vera óhagstæðari í síðarnefnda ríkinu en skattlagning á fyrirtæki í því ríki sem hafa sams konar starfsemi með hondum.

5. Eigi ákvæði 9. gr., 5. tl. 11. gr. eða 5. tl. 12. gr. ekki við skulu vextir, þóknun og aðrar greiðslur frá fyrir-

tæki í ríki til aðila heimilisfasts í hinu ríkinu vera frádráttarþærar við ákvorðun skattskyldra tekna slíks fyrirtækis eftir somu reglum og greiðslur til aðila heimilisfasts í fyrrnefnda ríkinu.

6. Þótt fjármagn fyrirtækja í ríki sé að öllu eða nokkru leyti, beint eða óbeint, í eigu eða stjórn að einum eða fleirum aðilum, sem eru heimilisfastir í hinu ríkinu, skulu þau ekki vera háð annarri eða þyngri skattlagningu eða öðrum skyldum í því sambandi í fyrrnefnda ríkinu en fyrirtæki svipaðrar tegundar í því ríki eru eða gætu orðið háð.

7. Engin ákvæði þessarar greinar skal túlka á þann veg að þau geti hindrað ríki í því að beita frábrugðnum skattalegum reglum gagnvart aðilum heimilisfostum í ríkinu annars vegar og aðilum sem ekki eru heimilisfastir í ríkinu hins vegar og í því að veita eingöngu heimilisfostum aðila eða aðila sem ekki er heimilisfastur undanþágur, afslætti, lækkanir eða ívilnanir í skatti.

8. Þrátt fyrir ákvæði 2. gr. gilda ákvæði þessarar greinar um hvers konar skatta, hverju nafni sem þeir nefnast.

25. gr.

Framkvæmd gagnkvæms samkomulags

1. Þegar aðili telur að ráðstafanir sem gerðar eru af öðru hvoru eða báðum ríkjunum leiði til eða muni leiða til skattlagningar að því er hann varðar sem ekki er í samræmi við ákvæði samnings þessa, getur hann, án þess að það raski rétti hans til að fara sér í nyt réttarvernd sem loggjof þessara ríkja kveður á um, lagt málið fyrir bært stjórnvald í því ríki þar sem hann er heimilisfastur eða, falli mál hans innan ákvæða 1. tl. 24. gr., í því ríki þar sem hann er ríkisborgari. Málið verður að vera lagt fyrir innan þriggja ára frá móttöku fyrstu tilkynningar um þá aðgerð sem leiðdi til skattlagningar sem ekki telst í samræmi við ákvæði samnings þessa.

2. Ef bært stjórnvald telur að mótmælin séu á rofum reist en getur þó ekki sjálft leyst málið á viðunandi hátt skal það leitast við að leysa málið með gagnkvæmu samkomulagi við bært stjórnvald í hinu ríkinu í því skyni að komist verði

hjá skattlagningu sem ekki er í samræmi við ákvæði samnings þessa. Sérhvert samkomulag sem gert verður skal framkvæmt þrátt fyrir ákvæði um tímafresta í innlendra löggjof beggja ríkjanna.

3. Þær stjórnvöld í ríkjunum skulu með gagnkvæmu samkomulagi leitast við að leysa sérhvern vanda eða vafaatriði varðandi skýringu eða beitingu ákvæða samningsins. Þau geta einnig ráðgast sín á milli í því skyni að komast hjá tvísköttun í tilvikum sem ekki er fjallað um í samningnum.

4. Þær stjórnvöld í ríkjunum geta haft beint samband sín á milli í því skyni að gera samkomulag í samræmi við það sem um er rætt í þessari grein. Þegar æskilegt virðist að fram fari nunnlegar umræður til þess að samkomulag náist geta slíkar umræður farið fram í nefnd sem skipuð er fulltrúum þærra stjórnvalda beggja ríkjanna.

5. Þær stjórnvöld ríkjanna skulu með gagnkvæmu samkomulagi ákvarða nánari reglur um beitingu samnings þessa og, sérstaklega, um þau skilyrði sem aðilar heimilisfastir í ríki þurfa að uppfylla til að njóta í hinu ríkinu þeirra ívilnana eða undanþága sem um ræðir í samningi þessum.

26. gr.

Skipti á upplýsingum

1. Þær stjórnvöld í ríkjunum skulu skiptast á þeim upplýsingum sem nauðsynlegar eru vegna framkvæmdar ákvæða samnings þessa eða innlendra löggjafar ríkjanna varðandi þá skatta sem samningurinn tekur til að því leyti sem viðkomandi skattlagning er í samræmi við samninginn. Upplýsingaskiptin eru ekki takmörkuð af 1. gr.

Allar upplýsingar móttæknar af ríki skal með fara sem trúnaðarmál á sama hátt og upplýsingar sem aflað er samkvæmt innlendra löggjof þess ríkis og skal eingöngu gera kunnar aðilum eða stjórnvöldum (þar með toldum dómstólum og framkvæmdaraðilum) sem hafa með höndum ákvörðun eða innheimtu á þeim sköttum eða fullnustu- eða ákærvald varðandi þá skatta, sem samningurinn tekur til. Þessir aðilar eða stjórnvöld skulu nota upplýsingarnar eingöngu í greindum tilgangi. Þeir mega þó gera þessar upplýsingar opinberar við málarekstur fyrir dómstólum eða í dómniðurstöðum.

2. Ákvæði 1. tl. skal í engu tilvikí skýra þannig að þau leggi á ríki skyldu til:

a) að framkvæma stjórnarráðstafanir sem víkja frá lögjof eða stjórnvenju þess sjálfs eða hins ríkisins,

b) að láta í té upplýsingar sem ekki er unnt að afla samkvæmt lögjof eða eðlilegri stjórnvenju þess sjálfs eða hins ríkisins,

c) að láta í té upplýsingar, sem mundu ljóstra upp leyndarmálum eða framleiðsluaðferðum á sviði atvinnumála, viðskipta, lónaðar, verslunar eða annarrar starfsemi, svo og upplýsingar sem gagnstætt er almenningshagsmunum (ordre public) að gefa.

27. gr.

Sendierindrekar og ræðiserindrekar

1. Ákvæði samnings þessa skulu ekki hafa áhrif á skattaívilnanir sem sendiráðsmenn og heimilisfólk þeirra, starfsmenn ræðisstofnana eða starfsmenn fastanefnda alþjóðastofnana njóta samkvæmt almennum þjóðréttarreglum eða ákvæðum sérstakra samninga.

2. Þrátt fyrir ákvæði 4. gr. skal maður, sem er sendiráðsmaður, starfsmaður ræðisstofnunar eða fastanefndar ríkis sem er staðsett í hinu ríkinu eða í þriðja ríki, talinn vera heimilisfastur í sendiríkinu við beitingu ákvæða samnings þessa, ef:

a) hann, í samræmi við þjóðarétt, er ekki skattskyldur í mottokuríkinu af tekjum sem eiga uppruna sinn utan þess ríkis, og

b) hann er í sendiríkinu háður somu skyldum að því er varðar skatta á heildartekjur sínar eins og aðilar heimilisfastir í því ríki.

3. Samningur þessi skal ekki taka til alþjóðastofnana, deilda þeirra eða starfeliðs, né heldur til aðila sem eru sendiráðsmenn, starfsmenn ræðisstofnunar eða starfsmenn fastanefnda þriðja ríkis, sem staðsettir eru í ríki, en eru

í hvorugu ríkjanna taldir heimilisfastir þar að því er varðar skatta á tekjur.

28. gr.

Landfræðileg rýmkun

1. Rýmka má gildissvið samnings þessa, annaðhvort í heild eða með nauðsynlegum breytingum, þannig að hann nái til handansjávaryfirráðasvæða og annarra handansjávarsveitarstjórna Franska lýðveldisins sem leggja á skatta sem eru að verulegu leyti svipaðrar tegundar og þeir skattar sem samningurinn tekur til. Allar slíkar rýmkanir skulu taka gildi frá þeim degi sem ákvarðaður og samþykktur verður af ríkjunum með erindaskiptum eftir diplomatískum leiðum eða á sérhvern annan hátt sem er í samræmi við ákvæði stjórnskrár þeirra. Þetta samkomulag skal einnig fastsetja nauðsynlegar breytingar á samningnum og skilyrði um beitingu hans gagnvart þeim handansjávaryfirráðasvæðum og handansjávarsveitarstjórnnum sem rýmkunin nær til.

2. Nema ríkin semji um annað skal uppsögn samningsins af hálfu annars hvors ríkjanna samkvæmt 30. gr. einnig fella úr gildi á sama hátt og fyrir er mælt í þeirri grein beitingu samningsins gagnvart sérhverju yfirráðasvæði og sveitarstjórn sem rýmkunin hafði náð til samkvæmt grein þessari.

29. gr.

Gildistaka

1. Hvort ríkjanna um sig skal tilkynna hinu ríkinu að nauðsynlegri málsmeðferð að því er varðar gildistöku samningsins hafi verið lokið. Samningurinn skal taka gildi á fyrsta degi annars mánaðar sem fylgir næst á eftir þeim degi þegar síðari tilkynningin hefur verið móttækin.

2. Ákvæðum hans skal fyrst beitt:

a) að því er tekur til staðgreiðslu- eða afdráttar-skatta, á tekjur sem aflað er frá og með fyrsta degi þess

mánaðar sem fylgir næst á eftir þeim degi sem samningurinn tók gildi;

b) að því er tekur til annarra skatta á tekjur, á tekjur sem aflað er á því almanaksári eða reikningsári sem hefst frá og með fyrsta degi þess almanaksárs sem fylgir næst á eftir því ári sem samningurinn tók gildi.

3. Ákvæðum samnings milli ríkisstjórnar Franska lýðveldisins og ríkisstjórnar Lýðveldisins Íslands frá 8. maí 1981 til þess að komast hjá tvískottun á sviði loftflutninga skal ekki beita varðandi þá skatta sem samningur þessi tekur til samkvæmt ákvæðum 2. tl. og skal fyrrnefndur samningur falla úr gildi á síðasta degi sem unnt er að beita ákvæðum hans.

30. gr.

Uppsögn

1. Samningur þessi skal gilda um ótiltekinn tíma. Hvort ríkjanna um sig getur þó, eftir að liðin eru fimm ár frá þeim degi sem samningurinn oðlast gildi, sagt samningnum upp eftir diplomatískum leiðum með skriflegri tilkynningu um uppsögn samningsins eigi síðar en sex mánuðum fyrir lok hvers almanaksárs.

2. Í slíku tilvikum skal hætt að beita ákvæðum hans:

a) að því er tekur til staðgreiðslu- eða afdráttar-skatta, á tekjur sem aflað er frá og með fyrsta degi þess almanaksárs sem fylgir næst á eftir því ári;

b) að því er tekur til annarra skatta á tekjur, á tekjur sem aflað er á því almanaksári eða reikningsári sem hefst frá og með fyrsta degi þess almanaksárs sem fylgir næst á eftir því ári.

ÞESSU TIL STAÐFESTU hafa fulltrúar, sem til þess höfðu fullt umboð, undirritað samning þennan.

Gjort í tvíriti í Reykjavík 29. ágúst 1990
á frönsku og íslensku og skulu báðir textarnir jafngildir.

Fyrir hönd ríkisstjórnar Franska lýðveldisins:

[Signed — Signé]¹

Fyrir hönd ríkisstjórnar Lýðveldisins Íslands:

[Signed — Signé]²

¹ Signed by Edwige Avice — Signé par Edwige Avice.

² Signed by John Baldwin Hannibalsson — Signé par John Baldwin Hannibalsson.

B O K U N

Við undirritun samnings þess sem gerður hefur verið milli ríkisstjórnar Franska lýðveldisins og ríkisstjórnar Lýðveldisins Íslands til að komast hjá tvísköttun og koma í veg fyrir undanskot frá skattlagningu á tekjur, hafa undirritaðir komið sér saman um eftirfarandi ákvæði sem eru óskiptur hluti af samningnum:

1. a) Með vísan til 1. og 2. tl. 7. gr. skal hagnaður, sem fyrirtæki í ríki aflar af vörusölu eða atvinnurekstri í hinu ríkinu frá fastri atvinnustöð þar, ekki ákvarðaður á grundvelli móttækinnar heildarfjárhæðar af hálfu fyrirtækisins, heldur eingongu á grundvelli þeirra tekna sem eru tengdar raunverulegri starfsemi föstu atvinnustöðvarinnar við slíka vörusölu eða atvinnurekstur.

þegar um er að ræða samninga, sérstaklega að því er tekur til rannsóknar, útvegnaðar, samsetningar eða byggingar iðnaðar-, viðskipta- eða vísindabúnaðar eða bygginga eða opinberra framkvæmda, skal hagnaður fastrar atvinnustöðvar fyrirtækis ekki ákvarðaður á grundvelli heildarfjárhæðar samningsins heldur eingongu á grundvelli þess hluta samningsins sem er raunverulega framkvæmdur af föstu atvinnustöðinni í því ríki þar sem fasta atvinnustöðin er. Hagnaður tengdur þeim hluta samningsins sem framkvæmdur er í því ríki þar sem raunveruleg framkvæmdastjórn fyrirtækisins hefur aðsetur skal einungis skattlagður í því ríki.

b) Með vísan til 1. tl. 7. gr. skulu hvers konar greiðslur sem tekið er við sem endurgjaldi fyrir afnot eða rétt til að hagnýta iðnaðar-, viðskipta- eða vísindabúnað teljast tekjur fyrirtækisins sem um skulu gilda ákvæði 7. gr.

2. Með vísan til 2. tl. 12. gr. skulu greiðslur, sem tekið er við sem endurgjaldi fyrir tæknilega þjónustu, þ.m.t. athugun eða rannsókn vísindalegs, jarðfræðilegs eða tæknilegs eðlis eða fyrir samninga um verkfræðistarf þ.m.t. framkvæmdaráttlanir sem tengjast þeim eða fyrir ráðgjafa- eða eftirlitsþjónustu, ekki teljast vera greiðslur sem tekið er

við sem endurgjaldi fyrir upplýsingar um reynslu á sviði:
læraðar, viðskipta eða vísinda.

3. Með vísan til 24. gr.:

a) ekkert í 1. tl. skal koma í veg fyrir að Frakkland
geti takmarkað við aðila með franskum ríkisborgararétt
skattfrelsi af soluhagnaði af solu fasteignar eða hluta
fasteignar, sem myndaði búsetu í Frakklandi hjá frönskum
aðilum sem ekki eru heimilisfastir í Frakklandi, skv. C-110
150. gr. skattalaganna ("Code général des impôts");

b) ekkert í 5. tl. skal koma í veg fyrir að Frakkland
geti beitt ákvæðum 212. gr. skattalaganna ("Code général des
impôts") að því er varðar greiðslu vaxta frá frönsku fyrir-
tæki til erlends eignarhaldsfélags.

4. Í því tilvikri að samningnum sé sagt upp, skal ákvæðunum
er varða aðferð til að komast hjá tvískottun, frankvæmd
gagnkvæms samkomulags og skipti á upplýsingum beitt áfram
eftir þann dag sem uppsögnin tók gildi, að því er tekur til
skatta á tekjur sem um er rætt í samningnum.

ÞESSU TIL STAÐFESTU hafa fulltrúar, sem til þess höfðu
fullt umboð, undirritað bókun þessa.

Gjort í tvíriti í Reykjavík 29 ágúst 1990
á frönsku og íslensku og skulu báðir textarnir jafngildir.

Fyrir hönd ríkisstjórnar Franska Lýðveldisins:

[Signed — Signé]¹

Fyrir hönd ríkisstjórnar Lýðveldisins Íslands:

[Signed — Signé]²

¹ Signed by Edwige Avice — Signé par Edwige Avice.

² Signed by John Baldwin Hannibalsson — Signé par John Baldwin Hannibalsson.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ICELAND FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Iceland,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income,

Have agreed on the following provisions:

Article 1. PERSONAL SCOPE

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the States.

Article 2. TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income imposed on behalf of a State or of its territorial authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income all taxes imposed on total income, or on elements of income, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are:

(a) In France:

- (i) The income tax;
 - (ii) The corporation tax;
- including any withholding tax, prepayment (*précompte*) and advance payment with respect to the aforesaid taxes (hereinafter referred to as “French tax”);

(b) In Iceland:

- (i) The national income tax;
 - (ii) The communal income tax;
 - (iii) The church tax;
 - (iv) The cemetery charge, in addition to the municipal income tax,
- including any withholding tax, prepayment and advance payment with respect to the aforesaid taxes (hereinafter referred to as “Icelandic tax”).

¹ Came into force on 1 June 1992, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 17 February and 4 April 1992) by which the Parties had informed each other of the completion of the required procedures, in accordance with article 29 (1).

4. The Convention shall apply also to any taxes which are identical or substantially similar to those covered by paragraph 3 of this article, and which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

Article 3. GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The term “France” means the European and overseas *départements* of the French Republic, including the territorial sea and any area outside the territorial sea within which, in accordance with international law, the French Republic has sovereign rights for the purpose of the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and the subsoil thereof and of the superjacent waters;

(b) The term “Iceland” means the territory of the Republic of Iceland and any area adjacent to the territorial waters of Iceland within which, under the laws of Iceland and in accordance with international law, Iceland has sovereign rights for the purpose of the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and subsoil;

(c) The terms “a State” and “the other State” mean France or Iceland, as the context requires;

(d) The term “person” includes an individual, a company and any other body of persons;

(e) The term “company” means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(f) The terms “enterprise of a State” and “enterprise of the other State” mean, respectively, an enterprise carried on by a resident of a State and an enterprise carried on by a resident of the other State;

(g) The term “international traffic” means any transport by a ship or an aircraft operated by an enterprise which has its place of effective management in a State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other State;

(h) The term “competent authority” means:

(i) In the case of France, the Ministry in charge of the Budget or his authorized representative;

(ii) In the case of Iceland, the Minister of Finance or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of the State concerning the taxes to which the Convention applies.

Article 4. RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term “resident of a State” means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature. However, this term does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both States, then his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he does not have a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5. PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term “permanent establishment” includes especially:

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop; and

(f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of the activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person — other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies — is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a State controls or is controlled by a company which is a resident of the other State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other State may be taxed in that other State.

2. The term “immovable property” shall have the meaning which it has under the law of the State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

5. Where the ownership of shares or other rights in a company or other body corporate gives the owner the right to use immovable property situated in a State which is held by that company or other body corporate, the income derived by the owner from the direct use, letting or use in any other form of his right to use the property shall be taxable in that State.

Article 7. BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a State carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein, there shall in each State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. In so far as it has been customary in a State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

Article 8. SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Such profits shall also include any incidental income derived by the enterprise from the use of containers for the transport in international traffic of goods or merchandise.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the State of which the operator of the ship is a resident.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a group, a joint business or an international operating agency.

Article 9. ASSOCIATED ENTERPRISES

Where

(a) An enterprise of a State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other State, or

(b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a State and an enterprise of the other State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

Article 10. DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a State to a resident of the other State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

(a) If the beneficial owner is a company, other than a partnership, which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends:

- (i) 5 per cent of the gross amount of the dividends; or
- (ii) 15 per cent of the gross amount of the dividends distributed by an Icelandic company, in so far as such dividends are deductible from the tax base in Iceland;

(b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. (a) A resident of Iceland who receives dividends from a company resident in France which would entitle a resident of France receiving such dividends to a special tax credit ("*avoir fiscal*") is entitled to a payment from the French Treasury of an amount equal to such tax credit ("*avoir fiscal*"), subject to the deduction of the tax provided for in paragraph 2 (b).

(b) The provisions of subparagraph (a) shall apply only to a resident of Iceland who is:

- (i) An individual; or
- (ii) A company which holds directly less than 10 per cent of the capital of the French company paying the dividends;
- (iii) A company or investment fund resident in Iceland which is not covered by the provisions of subparagraph (b) (ii), and which meets the conditions established by mutual agreement between the competent authorities.

(c) The provisions of subparagraph (a) shall not apply if the recipient of the payment from the French Treasury provided for in that subparagraph is not liable to tax in Iceland on such payment.

(d) The payments from the French Treasury mentioned in subparagraph (a) shall be deemed to be dividends for the purposes of this Convention.

4. A resident of Iceland who receives dividends paid by a company resident in France and who is not entitled to the payment from the French Treasury mentioned in paragraph 3 may obtain a refund of the prepayment (*précompte*) effectively paid by the company on account of such dividends.

The gross amount of the prepayment refunded shall be deemed to be a dividend for the purposes of this Convention. It shall be taxable in France in accordance with the provisions of paragraph 2.

5. The term “dividends” as used in this article means income from shares, “jouissance” shares or “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is subjected to the treatment of distributions by the taxation law of the State of which the company making the distribution is a resident.

6. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a State, carries on business in the other State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

7. Where a company which is a resident of a State derives profits or income from the other State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except in so far as such dividends are paid to a resident of that other State or in so far as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State. That other State may also not subject the company’s undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the undistributed profits arise wholly or partly in such other State.

8. Notwithstanding the provisions of paragraph 7, where a company which is a resident of a State carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein, the profits of that permanent establishment may, after being subjected to the corporation tax, be liable, in accordance with the laws of that other State, to a tax at a rate not exceeding 5 per cent.

Article 11. INTEREST

1. Interest arising in a State the beneficial owner of which is a resident of the other State shall be taxable only in that other State.

2. The term “interest” as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor’s profits, and, in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and

prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purposes of this article.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a State, carries on business in the other State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

4. Interest shall be deemed to arise in a State when the payer is that State itself, a territorial authority, a public body corporate or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a State or not, has in a State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall be taxable according to the laws of each State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12. ROYALTIES

1. Royalties arising in a State and paid to a resident of the other State shall be taxable only in that other State if such resident is the beneficial owner of the royalties.

2. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films and films or tapes for television or radio broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a State, carries on business in the other State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

4. Royalties shall be deemed to arise in a State when the payer is that State itself, a territorial authority, a public body corporate or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a State or not, has in a State a permanent establishment or a fixed base with which the right

or property giving rise to the royalties is effectively connected, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. The excess part of the payments shall be taxable according to the laws of each State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13. CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a State from the alienation of immovable property referred to in article 6 shall be taxable in the State in which the property is situated.

Gains from the alienation of shares or other rights in a company or other body corporate owning immovable property situated in a State shall be taxable in that State if, in accordance with the laws of that State, they are subject to the same taxation treatment as gains from the alienation of immovable property.

2. Gains from the alienation of shares other than those referred to in the second part of paragraph 1 and which form part of a substantial participation in the capital of a company which is a resident of a State shall be taxable in that State. A substantial participation shall be deemed to exist when the alienator, alone or together with related persons, owns directly or indirectly at least 25 per cent of the capital of the company.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a State has in the other State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a State in the other State, including gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

4. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in the preceding paragraphs of this article shall be taxable only in the State of which the alienator is a resident.

Article 14. INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a resident of a State in respect of professional services or other independent activities shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term “professional services” includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15. DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a State in respect of an employment exercised in the other State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any period of twelve consecutive months; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Subject to the provisions of article 19, and notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, remuneration which a teacher or researcher who is, or was immediately before visiting a State, a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of teaching or engaging in research receives in respect of such activities shall be taxed only in that other State. This provision shall apply during a period not exceeding 24 months from the date of the arrival of the teacher or researcher in the first-mentioned State for the purpose of teaching or engaging in research.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship operated in international traffic, may be taxed in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

5. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard an aircraft operated in international traffic by an enterprise of a State, shall be taxable only in the State of which the recipient is a resident.

Article 16. MEMBERS OF BOARDS OF DIRECTORS

Directors' fees and other similar remuneration derived by a resident of a State in his capacity as a member of the Board of Directors of a company which is a resident of the other State may be taxed in that other State.

Article 17. ARTISTS AND ATHLETES

1. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a resident of a State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artist, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other State, may be taxed in that other State.

Where an entertainer or an athlete, who is a resident of a State, derives income in the other State from performances that have a connection with his professional standing, such income may be taxed in that other State.

2. Where the income referred to in paragraph 1 accrues not to the entertainer or the athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the State in which it arises.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, income derived by an entertainer or an athlete who is a resident of a State from his personal activities as such exercised in the other State, shall be taxable only in the first-mentioned State if those activities in the other State are financed to a significant extent by public funds of the first-mentioned State or of the territorial authority or public body corporate of that State.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete, who is a resident of a State, in his capacity as such in the other State accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed only in the first-mentioned State if that other person is financed to a significant extent by public funds of that State or of a territorial authority or public body corporate of that State.

Article 18. PENSIONS

Subject to the provisions of paragraph 2 of article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

Article 19. GOVERNMENT REMUNERATION AND PENSIONS

1. (a) Remuneration, other than a pension, paid by a State or by a territorial authority or public body corporate of that State to an individual in respect of services rendered to that State or authority or public body corporate, shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:

- (i) Is a national of that State; or
- (ii) Did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. (a) Any pension paid by, or out of funds created by, a State or a territorial authority or public body corporate thereof in respect of services rendered to that State or authority or public body corporate shall be taxable only in that State.

(b) However, such pension shall be taxable only in the other State if the individual is a resident of, and a national of, that State.

3. The provisions of articles 15, 16 and 18 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a State or a territorial authority or public body corporate thereof.

Article 20. STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is, or was immediately before visiting a State, a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 21. OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of a State, wherever arising, not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than the income from immovable property referred to in article 6, if the recipient of such income, being a resident of a State, carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

Article 22. PENSION CONTRIBUTIONS

Contributions paid by, or for, an individual who is a resident of a State or who temporarily visits that State to a pension fund approved by the competent authorities of the other State of which that individual was previously a resident, shall be subjected to the same taxation treatment in the first-mentioned State as contributions paid to a pension fund recognized by the competent authorities of that State, provided that the latter recognize the approval of such pension fund obtained in that other State.

Article 23. PROVISIONS FOR THE ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

Double taxation shall be avoided in the following manner:

Where a resident of a State derives income which, in accordance with the provisions of the Convention, may be taxed in the other State, the first-mentioned State may also tax that income. The tax levied in the other State shall not be deductible for purposes of calculating the income taxable in the first-mentioned State. However, the resident is entitled to a tax credit against the tax levied in the first-mentioned State in the tax base of which such income is included. Such tax credit shall be equal to:

In the case of the income referred to in articles 10, 16 and 17, the amount of tax paid in the other State in accordance with the provisions of those articles. The credit may not, however, exceed the amount of tax in the first-mentioned State pertaining to such income;

In the case of all other income, the amount of tax in the first-mentioned State pertaining to such income. This provision shall also apply to the remuneration and pensions referred to in article 19.

Article 24. NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a State shall not be subjected in the other State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the States.

2. The term "nationals" means:

(a) All individuals possessing the nationality of a State;

(b) All legal persons, partnerships and associations deriving their status as such from the laws in force in a State.

3. Stateless persons who are residents of a State shall not be subjected in the other State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that State in the same circumstances are or may be subjected.

4. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a State has in the other State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

5. Except where the provisions of article 9, paragraph 5 of article 11 or paragraph 5 of article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a State to a resident of the other State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State.

6. Enterprises of a State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

7. No provision of this article may be interpreted as preventing a State from subjecting residents and non-residents of that State to different taxation treatments and reserving exemptions, deductions, reductions or tax allowances for either residents or non-residents.

8. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 25. MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of article 24, to that of the State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the

case by mutual agreement with the competent authority of the other State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the States.

3. The competent authorities of the States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, they may for that purpose establish a commission consisting of their respective representatives.

5. The competent authorities of the States may resolve by mutual agreement the means of application of this Convention, and in particular stipulate the formalities which must be complied with by the residents of a State in order to obtain in the other State the tax reductions or exemptions which are provided for by the Convention.

Article 26. EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the States concerning taxes covered by the Convention in so far as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1.

Any information received by a State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

Article 27. DIPLOMATIC AGENTS AND CONSULAR OFFICERS

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions and their personal servants, consular officers or members of

permanent missions of international organizations under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding the provisions of article 4, any individual who is a member of a diplomatic mission, a consular post or a permanent mission of a State situated in the other State or in a third State shall be deemed for the purposes of the Convention to be a resident of the sending State, provided that:

(a) In accordance with international law, he is not liable to tax in the host State in respect of income from sources outside that State;

(b) He is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on his total income as are residents of that State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a third State, being present in a State and not treated in either State as residents in respect of taxes on income.

Article 28. TERRITORIAL SCOPE

1. The Convention may be extended, either in its entirety or with any necessary modifications, to the Overseas Territories and other territorial authorities of the French Republic which impose taxes substantially similar in character to those to which the Convention applies. Any such extension shall take effect from such date as may be specified and agreed between the States in notes to be exchanged through the diplomatic channel or in any other manner in accordance with their constitutional procedures. This agreement shall also specify any necessary modifications to the Convention and the conditions for its application to the Overseas Territories and other territorial authorities to which it has been extended.

2. Unless otherwise agreed by both States, the termination of the Convention by one of them under article 30 shall also terminate, in the manner provided for in that article, the application of the Convention to any territory or territorial authority to which it has been extended under this article.

Article 29. ENTRY INTO FORCE

1. Each State shall notify to the other the completion of the procedures required for entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the latter of such notifications.

2. The provisions of this Convention shall apply for the first time:

(a) With respect to taxes withheld at source, to income derived or after the first day of the month following the date of entry into force of the Convention;

(b) With respect to other taxes on income, to income arising during the calendar year following that in which the Convention enters into force or pertaining to the accounting year starting during that calendar year.

3. The provisions of the Agreement of 8 May 1981 between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Iceland for the avoidance of double taxation in the field of air transport¹ shall cease to apply to

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1336, p. 163.

taxes to which this Convention applies on the effective dates of the Convention referred to in paragraph 2.

Article 30. TERMINATION

1. This Convention shall remain in force indefinitely. However, after a period of five years from the date of entry into force, either State may terminate the Convention, through the diplomatic channel, by giving notice of termination at least six months prior to the end of any calendar year.

2. In such event, its provisions shall cease to have effect:

(a) With respect to taxes withheld at source, to income derived on or after the first day of the calendar year following that during which notice of termination is given;

(b) With respect to other taxes on income, to income arising during the calendar year following that during which notice of termination is given or during the accounting year starting during that calendar year.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Reykjavik, on 29 August 1990, in duplicate, in the French and Icelandic languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[EDWIGE AVICE]

For the Government
of the Republic of Iceland:

[JOHN BALDWIN HANNIBALSSON]

PROTOCOL

At the time of signature of the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Iceland for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, the undersigned have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Convention.

1. (a) In respect of paragraphs 1 and 2 of article 7, when an enterprise of a State sells goods or merchandise or carries on an activity in the other State through a permanent establishment situated therein, the profits of that permanent establishment shall be calculated not on the basis of the total amount received by the enterprise but only on the basis of the remuneration attributable to the actual activity of the permanent establishment pertaining to such sales or such activity.

In the case of contracts, particularly contracts for the survey, supply, installation or construction of industrial, commercial or scientific equipment or establishments or for public works, when the enterprise has a permanent establishment, the profits of that permanent establishment shall be determined not on the basis of the total amount of the contract, but only on the basis of that part of the contract which is effectively carried out by that permanent establishment in the State in which it is situated. The profits pertaining to that part of the contract which is executed in the State in which the place of effective management is situated shall be taxable only in that State.

(b) With respect to paragraph 1 of article 7, payments of any kind received for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment shall be deemed to be profits of an enterprise to which the provisions of article 7 apply.

2. With respect to paragraph 2 of article 12, payments made for technical services, including analyses or studies of a scientific, geological or technical nature, for engineering projects, including plans pertaining thereto, or for consultation or supervisory services, shall not be deemed to be remuneration paid for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. With respect to article 24:

(a) Nothing in paragraph 1 shall prevent France from granting only to persons possessing French nationality, in accordance with article 150 C of the French General Tax Code (*Code Général des Impôts*), the exemption in respect of gains arising from the alienation of immovable property or parts of immovable property constituting the place of residence in France of French nationals who are not domiciled therein;

(b) Nothing in paragraph 5 shall prevent France from applying the provisions of article 212 of the General Tax Code (*Code Général des Impôts*) with respect to interest paid by a French company to a foreign parent company.

4. In the event of termination of the Convention, it is understood that the provisions relating to the elimination of double taxation, to the mutual agreement procedure and to the exchange of information shall continue to apply, after the date of effect of the termination, to the taxes on income which are the subject of the Convention.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Protocol.

DONE at Reykjavik, on 29 August 1990, in duplicate, in the French and Icelandic languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[EDWIGE AVICE]

For the Government
of the Republic of Iceland:

[JOHN BALDWIN HANNIBALSSON]
